

la parole de mon honorable ami, le ministre dirigeant—savoir que le Gouvernement est prêt à faire son devoir. Il s'engage, lui-même—et sa parole est bonne—qu'il ne sera jamais prêt à donner son appui à ce qui est mauvais. Je ne puis, moi-même, faire une meilleure promesse sans manquer à mon devoir. Avec cette entente, notre devoir est d'appuyer le Gouvernement; mais il importe qu'il se débarrasse de tous les éléments malsains qui l'entourent. S'il y a dans le Gouvernement des membres utiles, il faut les secourir, tandis qu'il faut exiger l'élimination des inutilités. Je sais que mon honorable ami (l'honorable sir James Lougheed)—que l'on a toujours considéré comme un futur premier ministre du Canada—et je crois, moi-même, qu'il le deviendra—n'appuiera toujours que ce qui est juste et j'ai la plus grande confiance en lui. Mais ne supposons pas que des hommes intelligents et expérimentés toléreront des nullités qui n'ont pour toute valeur qu'un faux éclat, et qu'ils souffriront dans le Gouvernement, disons, un homme n'ayant pour le recommander que le simple fait d'être un partisan du Gouvernement, et qu'il est par suite opportun de l'avoir dans le Gouvernement à cause de ses antécédents, ou des conditions dans lesquelles il se trouve actuellement. J'ai entendu dire par quelques-uns que le Gouvernement actuel est le plus fort que nous ayons eu depuis l'établissement de la confédération et aussi le plus faible. Il est le plus fort au point de vue de la majorité qui l'appuie; mais il ne possède pas la confiance du pays.

Voyons maintenant ce que l'avenir nous réserve. Avant longtemps, nous aurons un énorme montant d'obligations à rencontrer. C'est ce qui inquiète le peuple—parce que ces obligations devront être payées avec des deniers prélevés sur lui, ou tirés de sa bourse. Il faudra que le peuple se saigne pour y faire face. Quels que soient les sophismes débités, cette question-ci sera posée: "Comment tous ces deniers seront-ils employés?" auraient-ils pu être épargnés? Ou bien, aurait-on pu en épargner une partie? Personne ne s'imaginait, quand nous nous sommes engagés dans cette guerre, qu'elle nous coûterait \$2,000,000,000; mais avant qu'elle soit terminée, elle nous aura coûté plus que cette somme, et nous ne pouvons répudier nos obligations. Notre devoir est de faire tout ce qui est nécessaire pour y faire honneur.

J'ai cru dès le commencement—et je crois encore—que nous ne serons jamais capables de compléter le chiffre des 500,000 hommes promis sous l'influence de notre patriotisme,

[L'honorable M. Domville.]

et de notre désir de faire ressortir l'importance du Canada aux yeux de la mère patrie et du monde entier. Quiconque a lu l'histoire, ou comprend les affaires militaires, peut voir que le Canada ne pourra remplir la promesse qu'il a faite d'envoyer et d'entretenir sur le front 500,000 hommes, et faire face, en outre, aux besoins intérieurs du pays. Plusieurs obstacles tels que l'inhabileté, l'inaptitude physique, et des obligations de famille, s'y opposent.

Je désire maintenant complimenter sir Sam Hughes. Il ne m'aime pas; mais bien qu'il ait commis des erreurs et des bévues, il a réussi à organiser une armée plus rapidement que tout autre homme en Canada eût pu le faire. Naturellement, je n'ai aucun reproche à adresser aux généraux que nous avons maintenant. On aime beaucoup à porter le nom de général, bien que personnellement je déteste d'être désigné sous un autre nom que "le citoyen Domville"—je suis un adepte trop ardent de la démocratie pour croire qu'un titre de général, ou tout autre titre honorifique, puisse m'être profitable. Voilà pour les titres.

Veillez bien noter ceci: je ne fais pas présentement allusion aux membres du Gouvernement; mais lorsque vous retourneriez dans vos foyers, vos amis vous demanderaient, sans doute, certains renseignements. Ils vous poseraient probablement ces questions: "Comment vont les affaires? Avez-vous fait telle ou telle chose?"—"oui", répondrez-vous: "Mais n'avons-nous pas quelque chose à dire sur ce qui a été fait?"—"Non", répondrez-vous, cette fois. Il s'est agi du vote des soldats, et vous n'avez rien à dire sur cela. Les femmes vont gouverner le pays. Les femmes vont nous gouverner. Sous un certain rapport leur ascendant sur nous peut produire quelques bons résultats; mais, généralement leur prépondérance serait un mal pour le pays.

Le Gouvernement aurait tort de faire fi de la volonté du peuple, et de croire qu'il peut administrer les affaires du pays comme bon lui semble. Il n'a pas le droit d'agir ainsi, et on ne lui permettra pas de le faire quelque bonne que puissent être ses intentions. Combien de membres du présent cabinet seront-ils encore ministres dans douze mois d'ici? Les uns sont devenus membres du gouvernement et d'autres ont cessé de l'être. Des ministres qui promettaient de faire quelque chose n'ont rien fait. C'est tout, pour le moment, ce que l'on peut dire du Gouvernement; mais nous devons l'accepter, qu'il soit libéral, ou conservateur, ou composé d'un mélange de conservateurs et de libéraux, et le tenir responsable, à l'avenir, de la conduite des af-